

## LE GRAND PARTENARIAT ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE

### *Le constat*

Fondée sur plusieurs siècles d'histoire commune, la relation étroite que notre pays entretient avec un grand nombre de pays africains a longtemps été l'un des principaux piliers de sa puissance internationale. En témoigne, durant la Première Guerre mondiale, l'aide apportée par les troupes coloniales, la fameuse « Force noire » du colonel Mangin. En 1940, c'est encore vers l'Afrique que se tourne le général de Gaulle lorsqu'il s'agit de faire vivre la France libre et c'est sur ces terres que le rétablissement du pays commença. Après les indépendances, la France ne se désintéressa pas des affaires africaines dans le cadre d'une politique de coopération.

Toutefois depuis quelques décennies, cette relation étroite se distend. Les élites africaines se tournent de plus en plus vers les Etats-Unis, la Chine, le Canada ou encore l'Inde. Encore peu sensible sur le plan diplomatique et militaire, cet affaiblissement est devenu flagrant dans le domaine économique. Il est urgent de prendre conscience de cette nouvelle réalité africaine : la France ne peut plus se contenter de mettre en avant un passé commun si elle veut encore jouer, dans les décennies à venir, un rôle important sur le continent. L'heure est venue de construire de nouvelles relations avec les pays africains. Avec ses partenaires africains, la France peut construire une nouvelle vision de la coopération qui vise à atteindre une nouvelle prospérité partagée.

Il est urgent d'agir. Dans les trente ans qui viennent, en l'espace d'une génération, la population africaine va doubler, soit le plus grand choc démographique de l'histoire de l'humanité. D'après la FAO, plus de 230 millions d'entre eux souffrent de malnutrition. Dans le même temps, 650 millions ne disposent pas d'un accès suffisant à l'énergie, sans laquelle le développement économique est impossible. L'accroissement de la population du continent dans les années à venir amplifiera ces problèmes. Une telle situation, en plus de peser lourdement sur les Etats africains, constitue un véritable danger pour le reste de la planète.

Dans un monde dont les régions sont de plus en plus interdépendantes, faire comme si les problèmes de l'Afrique ne concernaient que les Africains relève de l'inconscience. Une déstabilisation de l'Afrique aurait de graves répercussions et la France, en raison de ses liens étroits avec le continent, en subirait la première les conséquences. Laisser la situation actuelle se perpétuer générant une hémorragie des forces vives au travers de l'émigration pour survivre, c'est aller vers des guerres pour la subsistance, le sol, l'eau.

Les populations des campagnes, qui sont les premières touchées par la misère, sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses à migrer vers les métropoles africaines, qui deviennent d'immenses agglomérations marquées par la pauvreté et l'insécurité. Dans l'avenir, obligés à l'exode par la faim et par la pauvreté, nombreux sont ceux qui chercheront à rejoindre l'Europe par tous les moyens. Aucun mur n'est capable d'endiguer l'émigration du désespoir. La pauvreté est aussi le terreau des idéologies mortifères, et notamment de l'islam djihadiste comme le prouve la guerre féroce menée par Boko-Haram en Afrique de l'Ouest.

Un tel scénario n'est toutefois pas inéluctable : il existe une autre voie. Favoriser l'agriculture à partir des villages et des petites villes qui structurent les territoires, ce n'est pas seulement empêcher une croissance explosive et destructive de mégapoles inhumaines, c'est permettre aux paysans de vivre

dignement de leur travail, de produire des richesses qui les feront demeurer sur des territoires qu'ils n'abandonnent aujourd'hui que sous la contrainte de la faim et de la pauvreté. Une telle vision, c'est aussi maintenir les terres agricoles et les protéger contre l'avancée du désert, c'est lutter contre le changement climatique en réalisant de grands projets comme la « grande muraille verte » au sud du Sahara de l'Atlantique à l'Océan indien (projet de reforestation de la lisière méridionale du Sahara), c'est faire des paysans non seulement des producteurs de ressources agricoles si nécessaires, c'est aussi transformer les agriculteurs en agents du service public universel de la nature pour protéger la planète du réchauffement en rétablissant des équilibres naturels vitaux pour la survie de la planète, c'est tarir à la source l'émigration forcée vers des cieux plus cléments.

En outre, si les pays africains développent une agriculture autonome, capable d'assurer une alimentation suffisante à leurs habitants et des revenus décents à leurs agriculteurs, s'ils développent parallèlement leurs infrastructures électriques et, autour d'elles, leurs industries, l'Afrique, si riche en terres, en matières premières et en hommes, pourra devenir un des principaux pôles de croissance de la planète. Il n'y a pas d'avenir en Afrique sans un puissant développement de l'agriculture qui permet l'autosuffisance alimentaire et la création de richesses nouvelles grâce aux exportations vers d'autres régions de la planète déficitaires en produits agricoles. L'augmentation de la population africaine au cours des décennies futures et son enrichissement ouvrirait ainsi de nouveaux marchés au commerce extérieur français, ce qui aurait des répercussions importantes sur notre économie.

### *La philosophie de notre projet*

Ne rien faire serait la pire des choses et notre pays comme toute l'Europe en paierait bien cher les conséquences. Il s'agit de trouver sur la base d'une coopération respectueuse, qui rompt avec les pratiques du passé qui ont souvent consisté à entretenir le pouvoir de dictateurs corrompus, les moyens les plus appropriés pour contribuer au développement des pays africains. Faire cela, ce n'est pas seulement apporter une aide au développement, c'est nous aider nous-mêmes à la mise en place d'une solution durable aux crises migratoires. C'est plus de développement au bénéfice de tous, c'est moins de conflits, moins de guerres.

Notre projet se démarque ainsi de deux visions tout aussi illusoire de l'avenir de l'Afrique et de ses peuples.

Celle considérant que les problèmes de l'Afrique ne concernent qu'elle et que la France n'aurait rien à gagner à œuvrer pour le développement économique du continent : ce sont souvent les mêmes qui font mine, en même temps, de déplorer l'immigration massive que connaît notre pays. Leur position est marquée du sceau de l'inconséquence : ils dénoncent les effets, mais refusent de s'attaquer à leurs causes profondes.

Celle proposant un mélange d'interventionnisme humanitaire et d'encouragement aux migrations, considérées dans une perspective malthusienne comme la solution aux problèmes économiques africains. L'aide humanitaire est bien entendu nécessaire pour pallier les situations de crise, mais elle ne résout pas le fond du problème. L'émigration, quant à elle, est mauvaise pour les pays d'origine, vidés de leurs forces vives, des paysans aux intellectuels.

Face à ces deux tendances, nous entendons promouvoir une autre vision du développement de l'Afrique, fondée sur une analyse lucide des défis auxquels le continent et la planète tout entière auront à faire face au cours des prochaines décennies.

C'est un fait : le développement de l'Afrique c'est l'intérêt de l'Afrique, mais c'est aussi le nôtre. Il doit être un pilier important de notre politique à l'avenir.

## Deux urgences : développer l'agriculture africaine et électrifier le continent

Notre projet en sept points entend s'appuyer avec pragmatisme sur un mélange de mesures ayant déjà fait leurs preuves par le passé et de propositions innovantes.

Il ne sera jamais possible de vaincre la faim en Afrique sans encourager le développement des agricultures du continent et un tel développement ne peut se faire qu'à condition de rompre avec un libre-échange devenu mortifère. Lorsque le GATT (l'ancêtre de l'OMC) fut créé en 1947, ses fondateurs avaient eu la sagesse de poser d'importantes limites à la libéralisation du commerce des produits agricoles. Il est aujourd'hui nécessaire de réaffirmer la nécessité de réguler ce secteur, de manière à stabiliser les prix des denrées à un niveau suffisant pour permettre le développement des agricultures locales.

Pour ce faire, nous entendons promouvoir, à la suite de l'ancien ministre de l'Agriculture François Guillaume, délégué national de DLF au partenariat avec l'Afrique et la Méditerranée, un plan en quatre points :

1. **La mise en place d'une « OPEP » des denrées agricoles** qui, sur le modèle de ce qui existe depuis 1970 pour le pétrole, aurait pour objectif de réguler l'offre afin qu'elle s'ajuste constamment à la demande. Ainsi serait combattue l'instabilité des prix alimentaires, néfaste aussi bien aux agriculteurs qu'aux consommateurs. Une telle organisation avait d'ailleurs été mise en place avec succès au début des années 1990 par les pays producteurs de café ;
2. **Un nouveau « Plan Marshall » visant, sous l'égide de la FAO, à aider massivement les investissements agricoles dans les pays en développement ;**
3. **Soutenir le développement des marchés communs existants** (UEMOA, CEMAC) sur le modèle de notre Marché commun initial, afin que les pays africains puissent protéger leurs productions (taxes douanières) contre les importations ou contre les achats de terres par des entités étrangères, et inciter les investissements par des avantages fiscaux afin de transformer sur le continent ses matières premières ;
4. **Permettre l'échangeabilité entre le franc CFA d'Afrique centrale et celui d'Afrique occidentale** tout en maintenant la garantie par le Trésor français, gage de confiance et de stabilité **et changer le nom du franc CFA.**

Dans le même temps, il est nécessaire, comme le défend aujourd'hui Jean-Louis Borloo, de :

5. **Favoriser l'électrification du continent africain**, qui est l'une des principales conditions de son développement économique. Il n'existe pour cela aucun problème technique majeur mais seulement un défi financier : réunir une subvention publique internationale d'environ quatre milliards de dollars par an pendant douze ans qui permettrait de sécuriser – et donc d'encourager – les investissements réalisés dans ce secteur. La France doit clairement se porter à la tête d'un tel projet, d'abord en s'engageant à y apporter une contribution digne de l'intérêt qu'elle porte au développement du continent africain, ensuite en utilisant sa puissance diplomatique pour promouvoir un tel projet auprès des autres membres de la communauté internationale.

6. Il importe aussi **d'apporter notre aide au développement de la « grande muraille verte »**.
7. **Les projets de développement agricole doivent favoriser les coopérations Sud-Sud.** Les expériences menées (le Vietnam avec le Mali, Madagascar, le Congo Brazzaville) ont démontré leur efficacité dès lors que le pays du Sud partenaire transfère des technologies qui ont démontré leur efficacité sur son propre territoire. Les terres africaines ne peuvent être utilisées par les partenaires comme des aires extraterritoriales dont les productions agricoles n'ont de retombées positives que pour le pays étranger qui vient exploiter les terres, oubliant les besoins des populations locales. La France doit apporter son aide humaine et logistique à de tels partenariats.

On le voit, notre projet pour le développement de l'Afrique est à la fois conforme aux valeurs que la France entend porter dans le monde, à ses intérêts et à son génie propre.

Il est conforme à ses valeurs, parce que, si nous pensons toujours que la France n'est pas une nation comme les autres, elle ne peut rester inactive face aux graves problèmes que rencontrent des pays auxquels elle est liée par plusieurs siècles d'histoire partagée.

Il est conforme à ses intérêts, parce que la France serait demain la première à subir les conséquences d'une déstabilisation de l'Afrique. En développant avec ses partenaires africains une vision permettant de faire significativement reculer la misère sur le continent africain, elle donnera une nouvelle image d'elle-même, contribuant à la paix, à la stabilité, à la définition d'un nouvel ordre mondial reposant sur la place de la personne humaine, dégagée des systèmes mercantiles de libre échange qui génèrent des flux migratoires destructeurs.

Enfin, il est conforme à son génie, parce que ce projet repose sur l'idée gaullienne d'une nécessaire coopération entre des Etats-nations indépendants. Par le rôle qu'il accorde à l'ONU et notamment à la FAO, notre projet entend ainsi réaffirmer l'importance d'une démarche multilatérale, empêchant l'émergence de toute nouvelle hégémonie sur le continent africain et respectueuse des souverainetés étatiques. Il doit ainsi apparaître aux pays africains comme une solide contribution à la solution à leurs problèmes de pauvreté bien plus adaptée que l'actuelle émergence de la Chinafrique, qui les place dans une position de dépendance grave.